

# LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 12 MARS 2018

## SOMMAIRE

- 1) Il bat de l'aile !
- 2) Macron n'est pas...
- 3) Le quatuor
- 4) Il n'est pas à plaindre M. 49.3 !
- 5) C'est lui le fautif ?!
- 6) Tête à queue d'Anne Hidalgo
- 7) Le Rassemblement national du Front...



Diez Gérard La Presse en Revue

## I) Pourquoi la popularité de Macron est plus volatile que jamais



La popularité d'Emmanuel Macron oscille. (Fred TANNEAU / AFP)

## Les Français ont besoin d'un "plan" pour la France.

*Une analyse d'Adrien Abecassis, expert associé à la fondation Jean-Jaurès, chercheur invité à Harvard au Weatherhead Center for International Affairs, diplomate et ancien conseiller opinion de François Hollande à l'Élysée. Avec Adélaïde Zulfikarpasic, directrice de [BVA opinion](#).*

Le dernier observatoire de la politique nationale BVA pour Orange, RTL et "La Tribune" ne dément pas la tendance de volatilité inédite de la popularité du président de la République et du gouvernement que nous voyons à l'œuvre depuis plusieurs mois. Ce mois-ci, le président de la République perd 4 points de popularité, à 43% d'opinions favorables. Au total, après avoir gagné 10 points en 2 mois, il en reperd 9 les deux mois suivants. De tels mouvements sont très inhabituels. Les cotes de popularité, dont les historiques existent sur plusieurs décennies, suivent d'ordinaire des cycles plus réguliers.

### Des mouvements très inhabituels

Il faut donc se garder de voir, dans ces hausses comme dans ces baisses, des "tournants d'opinion". Il ne s'agit pas de cela. Il faut y voir davantage un balancement, une oscillation. C'est ce que nous ont dit, avec leurs mots, les Français interrogés, et qu'il est dans ce contexte de volatilité plus que jamais important d'écouter. C'est exactement ce que fait, depuis maintenant 9 mois, ce baromètre.

On entend ainsi beaucoup de réponses qui reflètent moins une décision, qu'une indécision ("je ne sais pas trop quoi penser, je suis partagé"). Comme cet électeur qui avait voté pour Emmanuel Macron, nous dit en avoir une "plutôt bonne opinion" (mais "plutôt" seulement) et explique : "Oui, il fait ce qu'il a dit, mais pour autant je ne suis pas d'accord avec tout". Une situation de dilemme.

Sur des points précis, les Français que nous avons interrogés n'ont pas de doute : la hausse des impôts (ou [de la CSG](#)), ils n'aiment pas. La flexibilité du marché du travail pas trop non plus, surtout lorsque ça les concerne... Mais ils voient aussi que ces réformes ne prennent vraiment sens que dans un mouvement d'ensemble - précisément parce que tout est mis en branle en même temps.

Or lorsque tout bouge, et pas toujours dans le même sens (car, "en même temps"...), il est difficile de constituer une image d'ensemble. Dès lors, lorsqu'il s'agit de donner une opinion non sur une réforme ou un moment précis, mais de façon plus générale sur la direction du pays, les jugements sont beaucoup moins tranchés. "Il y a longtemps que nous n'avions pas eu un président aussi volontaire, même si je ne suis pas toujours d'accord avec ses décisions", nous dit-on.

### "En même temps", c'est aussi pour l'opinion

Souvent, nous avons entendu ce contraste, entre un jugement clair sur des décisions précises, et une image d'ensemble bien plus difficile à juger. On peut y voir l'effet du balancement et de l'accumulation des réformes dans le mouvement d'Emmanuel Macron. Or peu de Français semble

prêts en ce moment à consacrer du temps et de l'énergie à tenter de dénouer ces dilemmes, à essayer de saisir la cohérence d'ensemble... Alors, les jugements oscillent. Au gré des sujets, des réformes.

Soyons clairs : personne n'a renoncé à juger ce qu'il se passe. Les Français le feront en temps voulu, et n'hésiteront pas une seconde à sanctionner durement si cela ne leur convient pas à la fin. Mais seulement, ce n'est pas le moment : il n'y a pas d'élection prévue bientôt pour exprimer son avis, alors pourquoi s'investir maintenant sans débouché immédiat ? Comme nous le dit cet électeur :

“Il s'attaque à beaucoup de tabous - [la SNCF](#), l'économie, [la formation professionnelle](#)... Mais je pense qu'il faudra attendre quelque temps pour voir les résultats.”

C'est cela le cadre général à l'œuvre depuis plusieurs mois. Une majorité des Français a souhaité se débarrasser des cadres traditionnels, "sortir du clivage entre la droite et la gauche qui devenait stérile", comme l'explique un électeur. Mais la fonction première des clivages et des idéologies, avant de diviser le champ politique, est de donner du sens, de faciliter la compréhension des choses en permettant des jugements sans y passer trop de temps. Lorsque ces repères sont balayés, alors le terrain est nouveau ; dès lors pour vraiment se déterminer, il faudra encore attendre.

“Il s'agit d'une opinion encore assez bonne, si vous voyez ce que je veux dire... En tant que retraité depuis 10 ans, je considère que c'est le président qui m'a le moins bien traité, surtout avec la hausse de la CSG. Après, dans les autres domaines de son action politique, il ne se débrouille pas trop mal. Mais je lui prédis un printemps difficile. Mais bon, tant qu'il restera clair dans son action de transformation de notre société, je lui laisse une opinion plutôt positive.”

Que faire dans ces moments ? On peut appeler à la patience, mais il n'est pas certains que cela apporte grand-chose : c'est déjà la disposition d'esprit de bien des gens. Pour reprendre la métaphore de la maison en construction, les gens savent que l'on est au milieu des travaux (ils ont même voté pour ça), ce qu'ils voudraient en réalité est revoir le plan. Ils ont un peu perdu de vue le schéma d'ensemble. Or, ils veulent être sûrs que ce que ce que l'on est en train de bâtir, et qui peut justifier temporairement des moments plus difficiles, est bien ce qu'ils attendent.

Or, ce plan d'ensemble, les gens avec qui nous avons parlé l'entendent assez peu. Et de peu d'émetteurs, en dehors du président lui-même. Ils n'ont pas toujours le sentiment que le gouvernement, qui représente en un sens chaque corps de métier, sait dire ce qu'il apporte à l'ensemble. Non pas des éléments de langage sur des points précis, ceux-là sont entendus en boucle, mais une vision sur la France que l'on fabrique. Le "plan" final de la maison France. C'est bien plus difficile à formuler mais c'est aussi, pour ces Français, le rôle de la politique et de la conduite du gouvernement.

A côté de ce cadre d'ensemble, il y a néanmoins des choses qui bougent. Prenons un sujet du moment : la SNCF.

### Réforme de la SNCF : 2018 n'est pas 1995

Nous avons relevé, les mois précédents, que rien dans ce que nous disaient les Français ne laissait augurer la possibilité d'une mobilisation sociale d'ampleur. L'ambiance est, depuis le début de l'année, plutôt au repli individuel, en attendant de voir ce que donneront l'ensemble des réformes.

Ce mouvement, c'est bien encore et toujours ce qui soutient le président de la République dans l'opinion. "Il a la volonté de s'attaquer à des réformes difficiles : santé, école et université, SNCF, sécurité sociale et assedic...", entend-on souvent. A quoi s'ajoute une image d'engagement personnel fort. "Il va au devant des personnes quel que soit le problème". "Il fait ce qu'il a dit, n'a pas peur d'aller s'expliquer avec les contestataires de sa politique".

Cela aide à faire passer la réforme de la SNCF. D'autant que l'ambiance est bien loin de 1995. Comme [le souligne Stéphane Rozès sur le site de l'Obs](#), l'opinion accepte aujourd'hui beaucoup plus facilement de mettre en cause des acquis catégoriels. Mais à une condition : que cela profite à l'ensemble du pays. On peut tirer de cela deux conclusions quant aux réactions possibles de l'opinion sur cette réforme :

- La première est qu'opposer les cheminots aux autres travailleurs, si cela peut attirer l'oreille à court-terme ("c'est vrai qu'on en a assez des corporatismes", "des privilégiés", a-t-on entendu), est certainement risqué à long terme. On est toujours, sur un domaine ou un autre, le "privilegié" de quelqu'un ("C'est un peu facile de comparer un cheminot à un agriculteur, pourquoi pas comparer le cheminot avec un député ?", nous a-t-on également dit... "Et les privilèges des politiques, on en parle ?").

Surtout, ce sont des arguments qui divisent, creusent les fractures dans la société. Or les politiques qui ont joué sur ce terrain-là ont toujours fini, à un moment ou à un autre, par s'y brûler les ailes. En France, pays de la passion de l'égalité, on peut se disputer - durement - mais le rôle du politique est toujours, à la fin, de rassembler ; de dépasser les oppositions pour incarner une parole particulière, qui est l'inverse d'une parole catégorielle : celle de la nation toute entière.

- Cela amène à une autre conclusion qui touche, elle aussi, à l'unité du pays. Il faut pour cela replacer cette réforme de la SNCF dans le contexte plus général du moment. Certes, le mouvement de réforme engagé par le gouvernement est soutenu par l'opinion, mais il y a aussi une crainte : que l'on "libère" trop, ou trop vite, sans parallèlement fortifier le cadre commun. Autrement dit que la libération des énergies finisse en dislocation du pays, et non pas en un surplus de force pour le pays entier.

C'était vrai sur la loi travail, cela l'est également sur la SNCF. De nombreux Français nous ont exprimé des craintes que ces réformes n'aboutissent non pas à un renouveau du cadre collectif mais à "détruire le système social" (ce qui nous fait tenir ensemble) ou "casser le service public" (ce qui nous relie).

Rien n'indique que ces craintes trouveront un débouché plus net que lors de la loi travail - à vrai dire, tout laisse plutôt à penser l'inverse. Mais même sans trouver de débouché politique, on voit qu'elles sont bien là.

### L'enjeu de la réforme : la SNCF est-elle toujours un service public ?

Parions que la réforme du statut va beaucoup concentrer l'attention des syndicats (c'est leur rôle) et des médias (par habitude) ; mais ce n'est pas le sujet principal pour l'opinion. Pour eux, la question soulevée par cette réforme serait plutôt : cela remet-il en cause le rôle d'opérateur de service public de la SNCF ?

Dans notre imaginaire, la mission fondamentale de la SNCF, avant même d'offrir un "service", est de relier les territoires entre eux... C'est pour cela que c'est opérateur national, historique. Car il a permis à toutes les petites villes de France d'être physiquement intégrées à tous les autres points du pays – donc d'y appartenir, vraiment. On comprend alors pourquoi lorsque ce lien est fragilisé, lorsqu'une gare ferme (ou qu'un bureau de poste s'en va), ce n'est pas seulement un "service" que l'on perd : c'est aussi un lien avec le reste du pays. Et cela est ressenti comme un isolement, un risque d'abandon.

En 2005, le sociologue François Dubet avait écrit un texte intitulé "Derrière le social, la nation". Certaines phrases résonnent encore étonnamment :

“On peut se demander si cette défense d'un modèle social n'est pas, en réalité, la défense d'un modèle national dont l'affaiblissement donne aujourd'hui le vertige à ceux qui s'y sont identifiés. La plupart de ses institutions, l'école, la SNCF, EDF... ont tiré leur légitimité du fait qu'elles incarnaient la nation et son unité. Longtemps, leurs agents étaient moins au service du public et des usagers qu'ils n'étaient au service de l'intégration nationale, ce qui leur a conféré quelque chose de 'sacré' puisqu'ils travaillaient pour la République, la nation et la Raison.”

Non seulement ces représentations ont toujours cours aujourd'hui, mais les évolutions de la SNCF depuis une décennie n'ont sans doute fait que renforcer ce sentiment de vouloir se débarrasser de cette mission. Par exemple à travers les nombreux changements de la "marque" SNCF dépeinte comme obsolète et encombrante, au profit de marques sans histoire et sans profondeur - Oui, etc. ; qui paradoxalement rabaisse la SNCF au niveau de ses rivaux en renonçant au seul avantage compétitif que ceux-là ne pourront jamais acquérir : l'ancrage dans un imaginaire national.

Il n'est, dans ce contexte, pas surprenant que les principales réticences de l'opinion concernaient moins le statut des cheminots que le sort des petites lignes, et derrière la capacité de la SNCF à mener à bien son rôle de "service public" - notion elle-même évolutive dans l'opinion mais qui garde, toujours, un lien avec la construction de la nation. S'il y a quelque chose à surveiller dans cette réforme, c'est bien de ce côté-là.

Se dessine ainsi progressivement une tendance de fond dans les jugements des Français sur cette "saison 2" du quinquennat. Après une première saison où a été principalement testée la "présidentialité" du nouveau pouvoir, celle-ci semble bien devoir être, aux yeux des Français avec lesquels nous discutons tous les mois, celle du renforcement de la cohésion de la société. A suivre...

Adrien Abecassis



LAPRESSEENREVUE.EU

## II) Jean-Louis Debré sur Emmanuel Macron : "Tout le monde n'est pas De Gaulle"



**Ancien président de l'Assemblée nationale et du Conseil constitutionnel, le gaulliste Jean-Louis Debré doute du contenu de la réforme institutionnelle voulue par Macron.**

Introduction d'une dose de proportionnelle, limitation du nombre de mandats dans le temps, recours au référendum : Jean-Louis Debré met en garde [le chef de l'Etat, engagé dans une réforme constitutionnelle](#), contre la tentation de démagogie. "Il y a un mal français qui consiste à changer sans cesse les règles du jeu politique", explique-t-il en développant avec une métaphore sportive : "Cela me fait penser aux joueurs de football qui n'arrivent pas à marquer : pour y parvenir, soit ils s'entraînent plus, soit ils élargissent les buts. Et nous, nous sommes sans arrêt en train d'élargir les buts.

" Le gouvernement pourrait recourir au référendum via l'article 11 de la Constitution pour faire adopter la réforme : une hypothèse qui ne satisfait pas l'ancien président du Conseil Constitutionnel : "Je dis : attention. Sur ces questions institutionnelles, les Français ne répondent jamais à la question posée. [...]"

De Gaulle l'a fait. Mais tout le monde n'est pas De Gaulle. Et a-t-on intérêt à dresser les Français les uns contre les autres, à ouvrir des débats politiques alors qu'on a tellement besoin d'union et de cohésion?"

Dans une interview au JDD, Jean-Louis Debré réagit à chacune des propositions du projet. Sur la proportionnelle aux législatives, il met en garde sur l'instabilité gouvernementale que cela pourrait provoquer.

Il se dit choqué par la limitation à trois du nombre de mandats successifs "parce que dans le système démocratique, c'est à l'électeur de choisir qui il veut comme élu". "Mais je comprends aussi qu'il faille un renouvellement de la vie politique, poursuit-il. Il faut surtout changer les pratiques politiques." Cependant, l'ancien président de l'Assemblée nationale défend la réduction du nombre de parlementaires et se dit favorable au recours aux ordonnances.

Par Christine Ollivier  
et David Revault d'Allonnes



## III) Débat du PS : « Je ne sais pas si ceux qui nous regardent comprennent ce dont on parle »



par Pauline Graulle photo : GEOFFROY VAN DER HASSELT / AFP

**Petites piques et alliances de circonstances. Retour sur le débat télé qui a opposé les quatre candidats à la tête du Parti socialiste.**

Mercredi, il fallait choisir sa soirée télé. Sur le Web, on pouvait regarder le scénariste de « Baron Noir » expliquer à Mediapart qu'il voulait, dans sa série, « raconter des femmes et des hommes qui se battent pour leurs idées ». Sur LCI, les barons noirs – les vrais – vont, eux aussi, se battre. Pour prendre le pouvoir au Parti socialiste, c'est sûr. Pour leurs idées, sans doute un peu moins.

En plateau, l'ancien premier secrétaire, Jean-Christophe Cambadélis, joue au commentateur. Celui qui aurait préféré refiler le parti à son copain Rachid Temal, le secrétaire par intérim jusqu'au congrès d'avril, est prié de se positionner. Qui va gagner le match ? « Je pense que chacun aura son moment », pronostique « Camba ».

Les candidats apparaissent sur un écran découpé en quatre cases. Quatre chemises blanches, quatre costumes noirs, quatre cravates. Premier à parler, Luc Carvounas, révèle sa binationalité (grecque), sa « fierté » d'être socialiste et son « obsession » de gagner. Stéphane Le Foll se présente comme aussi fidèle à sa Sarthe natale qu'à Jospin et Hollande. Olivier Faure, « candidat à la renaissance du PS », et grand favori de la compétition, ambitionne de « tout changer ». Enfin, Emmanuel Maurel, « propose un autre chemin » – un PS bien à gauche. Pour arrêter de « flirter avec la marginalité électorale », il faut, pense-t-il, « tourner la page du quinquennat, de nos querelles d'hier ».

## To be or not to be... en opposition ?

Pour ce soir, c'est raté. Les quatre impétrants s'échangent savamment les coups. Maurel cogne sur Le Foll qui cogne sur Maurel. Faure départage. Le Foll laisse Faure à peu près tranquille – des fois que les deux s'en sortiraient par un accord avant la fin du congrès. Carvounas tient son rôle d'outsider. Ça commence fort avec le bilan global du quinquennat Hollande. « J'ai l'impression que certains vont toujours être sur les questions du passé », se lamente Le Foll. C'est le cas de Maurel, qui prend un malin plaisir à rappeler les sujets qui fâchent : le 49.3 ou la déchéance de nationalité. Carvounas, lui, a voté pour (en dépit, donc, de sa binationalité). Mais il en a marre, lui aussi, qu'on lui rappelle son passé, quand il était le grand copain de Manuel Valls. Désormais, il est 100 % pour la « gauche arc-en-ciel ».

Concernant le rapport à Macron, on s'interroge : faut-il mettre un qualificatif après le mot « *opposition* » ? Maurel veut une « *opposition frontale* ». Le Foll, plutôt une « *opposition intelligente* » – est-ce au fond si contradictoire ? « *Il fallait voter contre* » la confiance au gouvernement, et pas uniquement s'abstenir, reproche Carvounas à Olivier Faure, le patron des députés socialistes. Car « *la cohérence, elle doit aller jusqu'au bout* », avance le vallsiste repentant. Faure se justifie : il fallait bien trouver un accord entre les « pour » et les « contre ». D'où le ni pour ni contre de l'abstention. C'était donc ça...

Mais d'ailleurs, Le Foll, est-il vraiment dans l'opposition vu qu'il n'a trouvé aucun macroniste en face de lui aux législatives ? C'est Olivier Faure qui a jeté le soupçon il y a quelques semaines. Juste après que Stéphane Le Foll a dévoilé que Madame Faure travaillait pour Macron.

« *Pardon Stéphane et Olivier, la synthèse molle, on a vu où ça nous a menés* », tranche Carvounas. Certes, mais il faut aussi arrêter de « *dire non à tout* », lui lance Faure en retour. « *Vous êtes tous les quatre dans l'opposition, même si c'est pas tous la même* », tente de résumer le journaliste au Figaro, Guillaume Roquette, qui coanime le débat.

## Le cas Mélenchon

« *Pour moi la politique, c'est très simple, affirme pourtant Emmanuel Maurel. Je suis pour le rassemblement de la gauche* ». Ses relations un peu trop proches avec le leader de la France insoumise ? Non, il n'est pas « *obsédé* » par Jean-Luc Mélenchon, se défend le représentant de l'aile gauche du PS. La preuve : il « *parle même à Jean-Luc Laurent, président du MRC* ».

« *Si on commence à dire qu'on veut faire des alliances avec tout le monde, il se passera ce qu'il s'est passé pendant la campagne présidentielle : Jean-Luc Mélenchon a dit "c'est vous qui vous rassemblez avec moi"* », avertit Le Foll, qui, prudent, veut d'abord, et avant toute chose, reprendre le leadership à gauche. « *Mais tu viendras manifester avec moi [le 22 mars] ?* », l'interpelle Maurel.

« *Je peux aller manifester* », répond Le Foll, sur un ton qui veut dire qu'il peut aussi ne pas. « *Moi aussi, je parle avec toute la gauche !* », rappelle Luc Carvounas, qu'on avait presque oublié, alors qu'il prône la « *gauche arc-en-ciel* ». Ah !, il est loin le temps où le maire d'Alfortville traitait la CGT de « *caste gauchisée* », glisse le perfide Guillaume Roquette.

Ouf, on passe à un sujet moins complexe : la limitation de vitesse à 80 km/h proposée par le gouvernement. Maurel est pour, sans hésitation. Faure n'est ni pour ni contre (décidément...). Le Foll reproche que une décision décidée d'en haut « *alors qu'il aurait fallu appliquer le 80 km/h là où il y a du danger, et pas là où il y en a moins* ». « *Moi, c'est un vrai non* », dit Carvounas. Qui, c'est donc vrai, dit non à tout.

« **Si tu dis quelque chose d'intelligent...** »

Après la pub, une énième prise de bec entre Le Foll et Maurel sur la politique économique du précédent quinquennat. Les 40 milliards du CICE, le pacte de responsabilité, les aides aux entreprises... Maurel finit par se montrer conciliant avec l'ancien ministre de l'Agriculture : « *Si tu dis quelque chose d'intelligent, j'agrée* ».

Seul Bernard Arnault réussit à mettre tout le monde d'accord – c'est un scandale. Le débat glisse sur la fiscalité : « *Non seulement il faudra rétablir l'ISF, mais aussi supprimer la flat tax* », dit Maurel. Faure, lucide : « *Je ne sais pas si ceux qui nous regardent comprennent ce dont on parle* ». Sur les ordonnances sur la loi Travail par contre, on comprend très bien. Faure, d'un « *oui* » franc, les abrogera. Tant qu'à faire, Maurel supprimera aussi la loi El Khomri. Le Foll rappelle que dans la Loi El Khomri, il y avait le compte pénibilité. Alors pour sauver le compte-pénibilité, Le Foll sauvera la loi El Khomri. Il faut être logique.

Sur les cheminots, Maurel l'intello cite Freud – *Totem et tabou*. Carvounas, lui, voit le « *totem* » dans la loi de 1905. « *On fait quoi, en 2018, quand l'islam est la deuxième religion de France* » et qu'il n'y a pas de place dans les mosquées ? Maurel : « *Ce qui m'embête dans ce débat, c'est qu'on parle toujours de ceux qui ont une religion* ». Lui, qui veut non seulement défendre la loi de 1905, mais surtout la « *chérir* », aimerait qu'on parle un peu des gens qui n'en ont pas. Écologie, immigration, Europe... Les sujets filent, le temps aussi. « *Plus de 12 000 tweets ont été faits ce soir* », se félicite la chargée des réseaux sociaux sur le plateau. « *J'espère qu'on reviendra au pouvoir dans quatre ans* », conclut Maurel. Pas gagné.

par [Pauline Graulle](#)

Politis

## IV) Manuel Valls: "J'ai tout pris pour les autres"

Arthur Lejeune avec Thomas Gadisseux



Ce vendredi 9 mars, Manuel Valls se rend à Bastogne, dans le cadre du colloque "Terrorisme: sommes-nous en guerre", organisé par l'Espace 23 de Bastogne, en compagnie d'Elie Barnavi, ancien ambassadeur et coordinateur des "Rendez-vous du Bastogne War Museum" et du philosophe Régis Debray. L'occasion pour lui de faire le tour des

rédactions belges. L'ex-premier ministre français a accordé une interview à Thomas Gadisseux.

## La social-démocratie a échoué

Le succès du FN en France, le triomphe des populistes du Mouvement 5 étoiles de Beppe Grillo et des extrémistes de la Ligue du Nord en Italie, l'arrivée de l'AfD au parlement allemand, le chancelier autrichien Sebastian Kurz qui forme une coalition avec le FPÖ, parti fondé par d'anciens nazis... Il faut avoir vécu dans une grotte ces derniers mois pour ne pas avoir constaté le succès grandissant des mouvements d'extrême droite, populistes et/ou eurosceptiques. Manuel Valls, ancien premier ministre français, s'avoue inquiet: "*Bien sûr, il y a des circonstances propres à l'Italie mais, comme partout, il y a non seulement un rejet du projet européen, mais aussi une mise en cause des partis traditionnels et une crise profonde de notre social-démocratie*". Manuel Valls se dit lucide: la social-démocratie, le socialisme réformiste, est en fin de cycle, comme le prouve le résultat du parti de Matteo Renzi en Italie.

## La gauche européenne est-elle morte?

[https://www.rtf.be/auvio/detail\\_la-gauche-europeenne-est-elle-morte?id=2320209](https://www.rtf.be/auvio/detail_la-gauche-europeenne-est-elle-morte?id=2320209)

## "Le PS français est mort"

En regardant la situation dans son propre pays, Manuel Valls pose un constat plutôt dur sur son ancien parti: "*Le PS est mort*", martèle l'ancien Premier ministre. "*Je suis aujourd'hui député apparenté de La république en Marche, parce que j'ai considéré en effet que c'était la fin d'une histoire*", poursuit-il. Pour lui, la chance que la France a eu, c'est qu'Emmanuel Macron a pu capter l'aspiration anti-système tout en restant fidèle au progressisme, contrairement aux autres pays où les partis populistes sont parfois arrivés au pouvoir. Il persiste d'ailleurs: les idées d'Emmanuel Macron, il les avait déjà eues lui-même.

## Le PS français est mort

[https://www.rtf.be/auvio/detail\\_manuel-valls-le-ps-francais-est-mort?id=2320220](https://www.rtf.be/auvio/detail_manuel-valls-le-ps-francais-est-mort?id=2320220)

## "Expliquer, est-ce excuser le terrorisme?"

Manuel Valls est à Bastogne pour discuter de terrorisme. Pour lui, c'est clair: "*Oui nous sommes toujours en guerre contre le terrorisme. Le terrorisme nous fait la guerre et nous lui avons fait la guerre. Nous avons défait Al-Qaïda et Daesh, mais ils se recomposent toujours d'une manière ou d'une autre par des guérillas ou des franchises qui portent leur nom. C'est une guerre culturelle, politique, et liée à la violence du terrorisme*". Quand Thomas Gadisseux lui rappelle ses propos selon lesquels "expliquer, c'est déjà un peu excuser", Manuel Valls est toujours aussi affirmatif: "*Si parce qu'on est jeune d'origine maghrébine, de confession musulmane et en difficultés économique, on fait de tous ces jeunes des terroristes. Et ça, je le refuse!*". Il y a des causes économiques et sociales, il l'admet, mais certaines explications visent selon lui à

finalement excuser les actes.

## Manul Valls sur le terrorisme

[https://www.rtb.be/auvio/detail\\_manuel-valls-sur-le-terrorisme-expliquer-est-ce-excuser?id=2320224](https://www.rtb.be/auvio/detail_manuel-valls-sur-le-terrorisme-expliquer-est-ce-excuser?id=2320224)

## "J'ai pris tout pour tout le monde"

Manuel Valls revient aussi sur la diabolisation dont il a pu être l'objet à la fin de son mandat: pour lui, comme il incarnait les cinq années de pouvoir socialiste en tant que Premier ministre, au moment où la gauche était dans une impasse, il a "pris pour tout le monde". "Mais j'ai les épaules larges, j'aime le débat. C'est la politique qui veut ça. Je ne me plains jamais, je ne vais pas le faire cette fois-ci non plus", rajoute l'ancien Premier Ministre français.

## Manuel Valls : »J'ai pris tout pour tout le monde"

[https://www.rtb.be/auvio/detail\\_manuel-valls-j-ai-pris-pour-tout-le-monde?id=2320221](https://www.rtb.be/auvio/detail_manuel-valls-j-ai-pris-pour-tout-le-monde?id=2320221)

## "Je ne regrette pas la déchéance de nationalité"

Lorsqu'il occupait le poste de Premier Ministre sous la présidence de François Hollande, Manuel Valls a porté le projet de déchéance de nationalité. Aujourd'hui encore, il dit n'avoir aucun problème avec cette loi: Je ne regrette pas d'avoir défendu l'idée de la déchéance de nationalité pour ceux qui prennent les armes contre leurs propres compatriotes. Il ne s'agissait pas de stigmatiser les uns ou les autres, mais simplement de se protéger. Quant à sa relation avec son ancien président François Hollande, il affirme ne pas être fâché avec lui: "Je n'oublie pas qu'il m'a nommé ministre, puis Premier Ministre, et que nous avons vécu ces moments difficiles. Aujourd'hui, on n'a pas grand chose à se dire, chacun suit son chemin. Je ne regarde pas le passé", conclut-il.

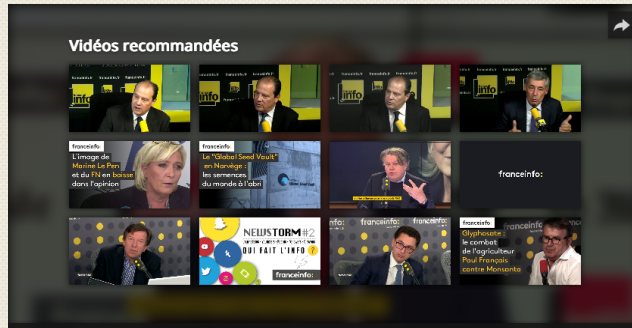


LAPRESSEENREVUE.EU

## V) Jean-Christophe Cambadélis moque les "carabistouilles" de François Hollande sur la primaire socialiste

L'ancien premier secrétaire du Parti socialiste, Jean-Christophe Cambadélis a estimé dimanche dans l'émission "Questions politiques" sur France Inter et franceinfo que "Ce n'est pas la primaire qui a empêché" François Hollande de se présenter à la présidentielle, "c'est la sortie de Macron."

franceinfo Radio France



Alors que François Hollande prépare un livre sur son quinquennat, Jean-Christophe Cambadélis a évoqué sur franceinfo les "carabistouilles" de l'ancien président de la République à propos de la primaire socialiste. L'ancien premier secrétaire général du Parti socialiste était l'invité dimanche 11 mars de "Questions politiques" sur France Inter et franceinfo en partenariat avec *Le Monde*.

## François Hollande "réécrit l'histoire"

"Aujourd'hui François Hollande développe cette thèse, selon laquelle la primaire lui a été imposée et que sans elle il aurait gagné", explique Jean-Christophe Cambadélis. "Mais ça n'est pas vrai, c'est une carabouille de François Hollande, dont il a l'habitude. Ce n'est pas la primaire qui l'a empêché de se présenter, c'est la sortie de Macron."

Jean-Christophe Cambadélis estime que François Hollande "réécrit l'histoire". "Parce qu'il ne peut pas dire que c'est la responsabilité d'Emmanuel Macron puisque c'est son successeur, donc c'est la responsabilité de Cambadélis".

François Hollande a renoncé à se présenter à l'élection présidentielle le 1er décembre 2016. Emmanuel Macron avait annoncé sa candidature quelques jours plus tôt, le 16 novembre.

francetvinfo.fr

## VI) Echecs en série pour Anne Hidalgo : et maintenant les déboires de Streeteo, la société en charge du relevé des infractions au stationnement dans Paris

Entre les montants (joufflus, on en conviendra) et les vigoureux hoquets de mise en marche par la marie de Paris de super-services bobo-compatibles qui provoquent surtout de l'urticaire, on aurait pu croire que la besace

est pleine. Malheureusement, le mois qui vient de s'écouler aura permis de découvrir d'autres problèmes.



Crédit LOIC VENANCE / AFP



H16 tient le blog [Hashtable](#).

Il tient à son anonymat. Tout juste sait-on, qu'à 37 ans, cet informaticien à l'humour acerbe habite en Belgique et travaille pour "une grosse boutique qui produit, gère et manipule beaucoup, beaucoup de documents".

Jacques Chirac, maire emblématique de Paris, avait coutume de dire que les emmerdes volent généralement en escadrille. Peut-être est-ce une caractéristique de la politique française, ou peut-être est-ce plus spécifique à la fonction qu'il a occupée ? En tout cas, Anne Hidalgo, maintenant à la même place, pourra pour une fois se targuer de savoir exactement de quoi elle parle si elle vient à évoquer cet aphorisme de l'ancien président de la République : pour elle, comme pour lui jadis, les emmerdes volent actuellement en escadrille.

Ainsi, pour illustrer, je pourrais [comme en janvier dernier](#) assez facilement revenir en détail sur les déboires de la mairie de Paris lors du passage de témoin entre la régie Decaux, par avant responsable de la gestion des maintenant célèbres Vélib, et la nouvelle société Smovengo dont les performances se sont surtout traduites par une bonne grosse déception que pas mal de Parisiens se sont empressés de relayer.

Si la plupart des problèmes de la nouvelle régie sont bel et bien dus à une inadéquation maintenant flagrante entre la taille de la start-up et le défi qu'il fallait relever, la désignation d'icelle suite à l'appel d'offre au moment du renouvellement de la concession est malgré tout du ressort de la Maire et de son équipe. On peut tortiller les choses comme on veut, mais c'est bel et bien un foirage complet de ce côté-là.

De ce point de vue, il est difficile de ne pas rapprocher les déboires des Vélibs de ceux des Autolib, elles aussi propulsées avec l'exact même talent, et avec (coïncidence ? Je ne pense pas) les mêmes résultats catastrophiques, depuis un service effectif médiocre, des voitures peu accueillantes et pas assez nombreuses, difficiles à garer, pénibles à recharger et entretenir, jusqu'au bilan désastreux de l'opération qui laisse plus de 170 millions d'euros de déficit sur la table, comme je le relatais [il y a un peu plus d'un an](#).

Entre ces montants (joufflus, on en conviendra) et les vigoureux hoquets de mise en marche des super-services bobo-compatibles qui provoquent surtout de l'urticaire, on pourrait croire que cela suffit amplement pour la besace de la pauvre Anne. Malheureusement, le mois qui vient de s'écouler aura permis de découvrir d'autres problèmes qui, ajoutés à ceux déjà rencontrés pour les Vélibs, finissent par former un tout très cohérent et remplissent à ras-bord ladite besace.

C'est ainsi qu'à côté du marché des Vélibs dont l'attribution à Smovengo montre un manque assez consternant de sérieux, on trouve celui de Streeteo

dont la tenue générale laisse de plus en plus à désirer.

Pour situer un peu Streeteo, filiale d'Indigo (ex-Vinci Park), rappelons juste qu'il s'agit de la société qui a été récemment mandatée pour quadriller Paris et relever les infractions de stationnement automobile. En clair, il s'agit de ces voitures qui patrouillent pour enregistrer les plaques d'immatriculation des véhicules garés sur les côtés et qui s'assurent qu'ils sont correctement à jour de leur paiement horodaté. Il va sans dire qu'entre la mécanisation du relevé des infractions et la hausse stratosphérique de la sanction lorsque le parc mètre n'a pas été payé, les automobilistes ont déjà nettement senti l'impact de ce nouveau marché passé entre la ville de Paris et Streeteo.

Cependant, Streeteo accumule les grosses boulettes.

On se souvient en effet qu'au début du mois de janvier, on découvrait que cette société avait été quelque peu laxiste (pour le dire gentiment) dans l'attribution de ses contrats de travail puisqu'à deux reprises, la société s'est fait pincer pour avoir embauché des agents verbalisateurs conduisant [sous l'emprise de la drogue](#), et dont au moins l'un des deux n'avait plus le permis depuis plusieurs semaines. Comme quoi, on peut rester actif même après un bon joint.

Cela partait fort mal pour Streeteo... Qui n'a pas su se tenir à carreau puisqu'on apprend, selon le Canard Enchaîné, qu'en plus d'embaucher des personnes à la *probité contrariée*, elle a sciemment encouragé ses salariés à gonfler ses performances : elle aurait procédé depuis des semaines à [des inspections fictives](#) dans certaines rues où elle est censée contrôler le stationnement, à hauteur de la moitié des 50.000 contrôles que la société s'est engagé contractuellement à réaliser quotidiennement.

Ainsi, plutôt que circuler effectivement dans les rues pour enregistrer des plaques d'immatriculation de voitures réellement garées, la société a réutilisé des milliers de numéros déjà en base de données. Ne pouvant les verbaliser et risquer de dévoiler la supercherie, Streeteo leur attribuait alors arbitrairement un motif de non verbalisation parmi ceux possibles, dont, notamment « Personne à mobilité réduite ».

Il semble que les préposés au bourrage compulsif de base de données aient eu la main un peu trop leste sur ce dernier motif : la Mairie s'est retrouvée avec un nombre anormalement élevé (4000 par jour) de personnes à mobilité réduite stationnant dans ses rues...

Oh, zut, voilà qu'Anne et son équipe ont encore une fois tiré le mauvais cheval. Ce n'est vraiment pas de chance !

Pour rire un bon coup, on pourrait aussi parler de l'aventure rocambolesque des voies sur berge.

Fermées par la même fine équipe pour diminuer la pollution parisienne, il semble pourtant que la décision refuse de se traduire dans la réalité avec une baisse des méchantes particules fines. Pire : tout indique que les embouteillages, directement provoqués par ces fermetures et la gestion toujours aussi consternante du trafic par les autorités de la capitale, [entraînent des pics de pollution](#) que la Maire prétendaient vouloir éviter.

Caramba, encore raté !

Bien évidemment, nous avons avec Anne Hidalgo une véritable athlète de l'Épic Fail puisqu'à la suite de la fermeture de ces voies et de l'augmentation afférente de la pollution, [la justice](#)

[s'est à son tour prononcé](#) ... contre cette fermeture : essentiellement, [l'arrêté pris par la Mairie de Paris ne l'a pas été dans les formes](#) et l'étude d'impact a été minimisée.

Encore une belle performance de l'équipe en place, n'est-ce pas ?

Oui, décidément, il y a bien comme un motif qui se dessine de ces gribouillis parisiens de la Mairie dirigée par Anne Hidalgo, celui d'une incompétence assez phénoménale à mener la ville dans une direction solide et saine, à le faire dans les règles de l'art et à manœuvrer autrement que droit dans le mur.

D'ailleurs, le résultat de ces errements lamentables ne se fait pas attendre et se traduit de deux façons.

D'une part, les dettes de la Ville continuent de s'empiler de façon tout à fait symptomatique. Alors qu'il devient relativement urgent de redresser les finances de la ville pour éviter d'écraser les Parisiens sous les taxes et les impôts, la Maire semble bien plus se préoccuper de festivités avec un bonheur assez inégal (selon qu'on parle des Jeux Olympiques ou de [l'Exposition Universelle](#)).

Dès lors, on comprend qu'il faudra présenter ces dettes avec cette décontraction si caractéristique [des gens qui les créent et ne sont jamais là pour les rembourser](#).

D'autre part, ces épisodes affligeants de médiocrité remettent en cause de façon croissante et rapide la future candidature d'Anne Hidalgo à sa propre succession, sans même parler de toute velléité pour elle de détenir un futur mandat électif, quel qu'il soit. Sur le plan politique, il va devenir de plus en plus difficile de faire croire qu'elle peut encore apporter quelque chose de positif aux Parisiens alors qu'elle sème les taxes, ponctions et autres vexations automobiles depuis son arrivée au pouvoir.

Cette accumulation de nuages noirs explique sans doute son changement d'attitude vis-à-vis du président Macron.

Elle était jusqu'à présent fermement décidée à lui rentrer dans le lard, mais elle a cruellement manqué de finesse intellectuelle et de munitions politiques pour le faire notamment [lors de sa campagne de communication ratée](#) en marge d'un Parti Socialiste agonisant, d'autant que parallèlement ses projets municipaux se transforment assez systématiquement en jus de boudin.

Bref, la voilà acculée à [devoir changer drastiquement son fusil d'épaule](#) et à tenter de se rapprocher de Macron et d'En Marche pour s'éviter un départ en retraite un peu anticipée. Si elle mène ce nouveau projet comme elle a mené le reste jusqu'à présent, on peut prévoir une gamelle retentissante et, à tout dire, assez méritée.

En tout cas, comme je le disais en introduction, pour Anne Hidalgo, les emmerdes volent en espadrilles, parce qu'elle s'est *encore* trompé.

*Billet publié initialement sur le blog d'HI16*

## VII) Marine Le Pen propose de rebaptiser le FN «Rassemblement national»

Par [LIBERATION](#)



Lille, le 10 mars 2018. Marine Le Pen, présidente du Front national, vote pour le changement de nom du FN. Photo Denis Allard.Réa pour Libération

**Seule candidate, elle a également été réélue présidente du parti.**

Lors du [congrès du Front national ce dimanche à Lille](#), Marine Le Pen a annoncé qu'un vote aura lieu prochainement pour adopter «Rassemblement national» comme nouveau nom du parti. «*La rénovation pour laquelle vous m'avez élue, je vous demande maintenant de la conduire à son terme, c'est la condition de notre succès*», a-t-elle déclaré dans son discours de clôture. Ce nouveau nom sera soumis à un vote par courrier des militants, dont le résultat ne sera pas connu avant au moins 6 semaines. «Rassemblement national» était par ailleurs le nom du groupe parlementaire FN et apparentés à l'Assemblée nationale entre 1986 et 1988.

Marine Le Pen, seule candidate à sa succession, a également été réélue sans suspense présidente du FN, avec 100 % des suffrages exprimés, à l'issue d'un vote par correspondance dont les résultats ont été proclamés dimanche.

La finaliste de la présidentielle, âgée de 49 ans, entame un troisième mandat à la tête du parti qu'elle dirige depuis qu'elle a succédé à son père, en 2011, et pour lequel elle proposera dans l'après-midi une nouvelle appellation.

Il y a eu 2,87 % de bulletins blancs ou nuls.



[LAPRESSEENREVUE.EU](#)

**A Suivre...  
La Presse en Revue**